

Période d'embargo 15.11.2024, 10.00

Handout Conférence de presse Berne, 15.11.2024, 10.00

« LA DÉCHARGE NUCLÉAIRE DEVANT LE PEUPLE ! »

Arguments

Le 19 novembre 2024, la Nagra déposera une demande d'autorisation générale pour une décharge nucléaire en profondeur. Conformément à l'article 48, alinéa 4, de la loi sur l'énergie nucléaire, la décision de l'Assemblée fédérale sur l'approbation de cette autorisation générale n'est soumise qu'à un référendum facultatif. Ce n'est pas suffisant.

Le peuple suisse doit pouvoir se prononcer sur un projet de 1 million d'années directement dans les urnes. Nous votons sur les cornes de vache. D'autant plus faut-il voter quand il s'agit d'une décharge de matériaux nucléaires hautement toxiques et hautement radioactifs au milieu d'une agglomération, sous la trajectoire d'approche d'un aéroport international, à proximité immédiate d'un grand fleuve et de la frontière nationale.

Une décharge de déchets radioactifs est un danger pour les générations futures, aussi bien pour les personnes que pour l'environnement. Un million d'années affecte un nombre inimaginable de 30 000 générations de personnes. Qui peut assumer une si grande responsabilité ? « Enterrer et oublier » n'est pas la réponse à ce défi.

Le manque de fiabilité des processus est un risque pour la sécurité à long terme. La Nagra, en tant que cheffe de projet, définit elle-même les critères d'abandon, il n'y a pas de plan B et il n'y a pas d'options de sortie. Des alternatives sont indispensables dans le cas où le projet doit être annulé.

Il n'y a pas de réponses à des questions fondamentales. Pourquoi l'installation de surface est-elle située à proximité d'une zone de faille géologique ? Pourquoi le dépôt est-il construit au milieu d'une région où il y a beaucoup de sondes de chaleur ? Pourquoi la Nagra provoque-t-elle un conflit de ressources en enfouissant les déchets précisément dans la région de Suisse où l'énergie géothermique est la plus importante ? Qu'arrive-t-il aux eaux souterraines lorsque la matière toxique et radioactive commence à se diffuser à la surface après 10 000 ans ?

De plus, la facilité d'accès pour la récupérabilité des déchets exigée par la loi n'est pas donnée. La preuve que les déchets nucléaires peuvent être ramenés à la surface pendant des milliers d'années en cas d'événement ne peut pas être fournie dans la roche argileuse tendre avec des centaines de minuscules tunnels.

Avec ce dépôt de déchets nucléaires, nous ne résolvons aucun problème pour les générations futures, au contraire, nous les créons.

C'est pourquoi nous exigeons : Pensons à l'avenir ensemble ! Protégeons, gardons les déchets et poursuivons la recherche de vraies solutions au lieu d'investir des milliards de CHF dans une décharge qui finira par fuir et qui deviendra un méga cas d'assainissement.

LE PEUPLE SUISSE DOIT POUVOIR ASSUMER SA RESPONSABILITÉ EN VUE D'UN PROJET DE CETTE AMPLEUR DANS LES URNES. LA DISCUSSION DOIT ÊTRE MENÉE DANS TOUTE LA SUISSE. UNE DÉCISION UNIQUEMENT PARLEMENTAIRE NE SUFFIT PAS.

EN SUISSE, UNE DÉCISION QUI AURA UN IMPACT D' 1 MILLION D'ANNÉES SUR L'ENVIRONNEMENT DOIT IMPÉRATIVEMENT ÊTRE SOUMISE A UNE VOTATION POPULAIRE

Mardi prochain, le 19 novembre 2024, la Nagra déposera une demande d'autorisation générale pour un dépôt géologique nucléaire en Suisse. Conformément à l'article 48, alinéa 4, de la loi sur l'énergie nucléaire, la décision de l'Assemblée fédérale sur l'approbation de cette autorisation générale sera uniquement soumise à un référendum facultatif. **Nous allons tout faire pour que le peuple suisse puisse s'exprimer à l'urne soi-même.**

LA POPULATION DOIT IMPÉRATIVEMENT POUVOIR SE PRONONCER SUR UN PROJET DE CETTE AMPLEUR. NOUS VOTONS EN SUISSE SUR LES CORNES DE VACHE. DANS QUELLE MESURE SERA-T-IL PLUS IMPORTANT DE VOTER SUR UNE DÉCHARGE DE MATÉRIAU NUCLÉAIRES HAUTEMENT TOXIQUES ET HAUTEMENT RADIOACTIFS PENDANT UN MILLION D'ANNÉES, ET CECI AU MILIEU D'UNE AGGLOMÉRATION, SOUS LA TRAJECTOIRE D'ACCÈS D'UN AÉROPORT INTERNATIONAL, À PROXIMITÉ IMMÉDIATE D'UN GRAND FLEUVE ET PROCHE DE LA FRONTIÈRE NATIONALE.

La seule chose qui est certaine, c'est l'incertitude. Selon l'Inspection Fédérale de la Sécurité Nucléaire IFSN, il n'est pas possible de confiner absolument toutes les substances radioactives sur de très longues périodes. Un dépôt doit durer 1 million d'années, mais les calculs de la Nagra montrent que les matériaux toxiques et radioactifs se diffusent à la surface de la terre après seulement 10'000 ans. C'est irresponsable.

La construction d'une décharge radioactive hautement toxique est un concept du siècle dernier. Dans ce graphique, vous pouvez voir comment la matière hautement toxique

et hautement radioactive commence à se diffuser à la surface de la terre après 10 000 ans. Källiken et de nombreuses autres décharges ont causé de tels problèmes. Mais aucune de ces décharges existantes n'aurait un impact aussi grave qu'une décharge hautement toxique et radioactive du style proposé.

La Nagra minimise le danger. Même de petites quantités d'une substance radioactive entraînent des dommages génétiques, des cancers, etc. Le matériau est extrêmement hostile à la vie. Par conséquent, ces déchets doivent être conservés à l'écart de la biosphère pendant 1 million d'années ! Ce que l'IFSN déclare comme n'étant pas possible.

Les exploitants Suisses des centrales nucléaires essaient évidemment de se débarrasser de leurs déchets de manière simple en les «enfouissant et oubliant», ceci aux frais du grand public. Nous disons : NON MERCI, PAS COMME ÇA ! Retour du projet à l'expéditeur. Parce qu'une fois le matériel enfoui, ce sera au gouvernement fédéral, donc à nous tous, d'assumer le risque et financer les dégâts.

Une décharge de déchets radioactifs est un danger pour les générations futures, pour les personnes et pour l'environnement.

Karin Joss, Bodo Schröder : Nous nous adressons à vous en tant que coprésidents de l'association LoTi, dont le siège se trouve dans la commune planifiée de Stadel, dans l'Unterland zurichois. Le nom signifie « Nördlich Lägern without a repository ». Le terme « Nördlich Lägern » n'existe pas depuis longtemps ; Il a été créé pour le site du dépôt.

Nous nous occupons des effets écologiques, sanitaires, d'aménagement du territoire et sociaux d'un tel camp pour la région et nous pensons également bien au-delà de la région.

La semaine prochaine, la Nagra a l'intention de soumettre la demande d'autorisation générale au gouvernement fédéral pour la construction d'un dépôt à Stadel. Il s'agit d'un moment historique, mais pas joyeux dans l'ensemble du processus et c'est pourquoi nous sommes ici - pour de nombreuses personnes de Stadel et des environs qui sont directement touchées. Nous voulons qu'ils soient entendus.

Un problème national doit être résolu localement. Une commune rurale zurichoise, proche de zones densément peuplées, proche de l'aéroport de Zurich et du lieu du crash d'Alitalia en 1990, proche du Rhin et proche de l'Allemagne, doit supporter un lourd fardeau pour toute la Suisse. Cependant, Stadel n'a pratiquement rien à dire sur le dépôt des déchets nucléaires.

Les rayonnements radioactifs, c'est-à-dire ionisants, causent des dommages aux organismes vivants, tels que des modifications du matériel génétique, des troubles du développement ou des maladies telles que le cancer.

Le dépôt doit être construit pour un million d'années. D'ici là, le rayonnement des déchets est un danger. Cela affecte un nombre inimaginable de 30 000 générations de personnes. Qui peut assumer une si grande responsabilité ? Ou bien la devise n'est-elle pas plutôt « enterrer et oublier » ou « après nous le déluge » ?

Nous ne pouvons pas accepter l'argument selon lequel tout dommage ne nous affecterait pas, car il se produit beaucoup plus tard. Une génération – je l'appelle la « actuelle » et non la « nôtre » – laisse un héritage à des milliards de personnes et les endeuillés ne peuvent pas refuser cet héritage. Les personnes futures ne pourront pas non plus tenter de poursuites ou réclamer des dommages et intérêts contre les auteurs.

Il n'est pas possible de s'assurer que toutes les générations futures connaîtront l'existence de ce dépôt. Des événements de toute nature peuvent entraîner l'interruption du partage d'informations.

Il n'y a aucune garantie que la géologie du sous-sol restera silencieuse aussi longtemps. Qu'aucune radioactivité ne s'échappe. Que ni le sol ni l'eau ne sont contaminés. Le risque extrême devient un compagnon pendant très longtemps.

Même si les gens connaissent le danger des radiations, ils ne peuvent jamais y échapper complètement. Notre terre entière est un système. Tout est lié – en termes de lieu et de temps.

Nous voyons un certain nombre de contradictions. Nördlich Lägern a été retiré de l'inventaire des sites possibles en 2015 en raison de son inaptitude, puis réintégré et même sélectionné comme le meilleur site de Suisse en 2022. L'Allemagne considère que les emplacements du côté allemand de la frontière ne conviennent pas, tandis que

la Suisse veut construire de son côté. Comment est-ce possible ? De telles contradictions doivent être clarifiées scientifiquement et de manière transparente. Jusqu'à présent, les réponses ne nous suffisent pas.

Il convient de mentionner que c'est certainement un avantage pour le processus que la résistance dans la région de Stadel ait été jusqu'à présent la plus faible par rapport à d'autres endroits potentiels. Nous ne suggérons pas qu'il s'agissait d'un critère de sélection, mais cela facilite certainement les choses.

Pour trouver un emplacement, il fallait d'abord ébranler la démocratie. Parce qu'il fallait s'attendre à ce que chaque région qui pouvait décider elle-même ne veuille pas avoir un dépôt de déchets nucléaires avec elle.

On entend souvent dire que les gens n'ont que des peurs et qu'il faut les dissiper avec une meilleure éducation et des arguments. Cela signifie ne pas les prendre au sérieux. Il n'y a pas besoin de thérapeutes, mais de transparence et d'honnêteté en ce qui concerne le risque. Les craintes sont parfois justifiées. Cela nécessite des discussions et les plus grands efforts pour trouver de meilleures solutions.

Nous sommes dans un dilemme. Actuellement, nous ne connaissons que des solutions avec des inconvénients très majeurs. Maintenant, vous pouvez soit mettre en œuvre rapidement la variante la moins défavorable (enterrer et oublier), soit prendre votre temps. 10 ans, c'est long dans une vie humaine. En termes de radioactivité, cependant, c'est très peu : 10 ans représentent un millième de pour cent d'un million d'années. Nous pouvons certainement prendre quelques décennies de plus. De plus, nous devrions avoir terminé la sortie du nucléaire et savoir exactement combien de déchets ont été produits.

Le manque de fiabilité des processus est un risque pour la sécurité à long terme

Thomas Feer : Je m'adresse à vous en tant que membre du conseil d'administration de KLAR ! Suisse. KLAR! signifie « Pas de vie avec des risques nucléaires ». Je travaille depuis de nombreuses années sur les questions de sécurité dans le cadre de la participation régionale du nord-est de Zurich et je suis membre du Forum technique pour la sécurité, dirigé par l'IFSN.

La construction et l'exploitation d'un dépôt est un projet du millénaire. Il doit répondre à un grand nombre d'exigences pour être accepté et est considéré comme un projet complexe. Pour la première fois depuis des décennies, après plusieurs projets échoués, la Suisse commence à mettre en place un dépôt. Le cas de Wellenberg est à lui seul un exemple de la rapidité avec laquelle un projet est classé comme inadapté et où un plan B serait extrêmement utile.

À l'heure actuelle, ni la Nagra, ni l'IFSN, ni la politique ne disposent d'un plan B en cas d'échec du concept de dépôt pour des raisons encore inconnues. Pour que ce mégaprojet de plusieurs milliards de francs suisses réponde aux attentes en termes de sécurité à long terme, nous exigeons une planification délibérée en termes de sécurité des processus. La sécurité des processus englobe les activités de construction et d'exploitation, ainsi que leurs décisions, leurs risques et leurs opportunités. Pour un dépôt, il est particulièrement important d'assurer un bon équilibre des pouvoirs, la transparence, le transfert de connaissances et la sécurité à long terme.

Dans la théorie politique moderne, les freins et contrepoids sont là pour s'assurer que le pouvoir est partagé et contrôlé. Appliquée au dépôt, elle nécessite un réalisateur (NAGRA) et un organisme de contrôle (IFSN). En tant qu'autorité de surveillance, l'IFSN doit disposer de pouvoirs suffisants pour pouvoir ordonner un arrêt en cas de non-respect imminent de l'objectif de sécurité à long terme. Si les politiciens refusent à l'autorité de surveillance les fonds nécessaires et rapprochent trop l'IFSN et la NAGRA, comme cela a été le cas par le passé, il n'y a pas de véritable contrôle et la mise en œuvre pose un problème de confiance.

La transparence des processus de stockage est essentielle au transfert des connaissances aux générations futures. La transparence comprend des critères de résiliation clairs, un plan B et des options de sortie. Des alternatives sont nécessaires dans le cas où le projet doit être annulé. Ceux-ci doivent être spécifiés par l'autorité de tutelle et non par les exécutés eux-mêmes. Les autorités doivent intervenir dans le processus en temps utile. Le concept actuel du projet est incomplet et trop risqué à cet égard.

Il n'y a pas de réponses aux questions fondamentales

Harald Jenny, responsable du groupe d'accompagnement indépendant de la décharge en profondeur : Le Plan sectoriel pour la décharge nucléaire suit une feuille de route politique et ne prend pas en compte les risques non résolus. Le choix du lieu a été pris avant que des questions décisives n'aient été répondues. Plus on s'occupe du projet, plus les points d'interrogation deviennent grands.

- Pourquoi l'accès à la décharge devrait-il être construit à Stadel, à proximité d'une faille tectonique ? Tout le monde sait que de telles perturbations présentent un risque. D'un point de vue géologique, le choix de l'emplacement de l'installation de surface est malavisé et irréalisable.
- Pourquoi le dépôt est-il construit dans une région où il y a beaucoup de sondes de chaleur ? Nördlich Lägern est parsemé de sondes géothermiques jusqu'à une profondeur de 400 m. Il existe un risque de court-circuit entre un dépôt géologique et la surface de la terre.
- Pourquoi la Nagra a-t-elle eu l'idée d'enfouir les déchets dans la région de Suisse où l'énergie géothermique est la plus importante ? Le conflit des ressources est inévitable, car l'énergie géothermique est l'une des sources d'énergie les plus importantes depuis des milliers d'années.
- La NAGRA a-t-elle fourni des informations ouvertes et honnêtes sur le danger lié aux eaux souterraines ? L'argile à Opalinus n'a que 100 mètres d'épaisseur dans la zone prévue et est entourée d'eau au-dessus et en dessous. La Nagra elle-même a calculé que les matières toxiques et radioactives du dépôt se diffusent à la surface à partir de 10 000 ans. Voulons-nous vraiment devoir détecter un jour des traces de plutonium et d'autres matériaux toxiques et radioactifs dans l'eau thermale de Zurzach ?
- Comment la Nagra envisage-t-elle de travailler alors que le dépôt géologique est sous la pression d'une colonne d'eau de 800 m de haut ? Cela pose un défi constant et une menace pour l'infiltration d'eau et la noyade du camp pendant la

construction, la mise en place et la surveillance.

Quiconque aborde avec un esprit ouvert le projet que la Nagra veut maintenant soumettre à l'examen ne peut éviter de douter sérieusement de la faisabilité du projet tel que prévu.

La récupérabilité n'est pas garantie

Martina Munz, Conseillère Nationale PS : Dans son rapport de 2000 pour le DETEC, le groupe d'experts EKRA a déclaré : « Les exigences sociales en matière de stockage des déchets sont basées sur le principe de réversibilité. » À l'époque, il a été reconnu que le stockage à long terme dans un dépôt était trop myope. Entre-temps, la promesse de réversibilité a été envisagée dans tous les programmes de dépôts dans le monde.

En 2003, la récupération a été inscrite dans la loi sur l'énergie nucléaire (KE) art. 37, lettre b. L'autorisation d'exploitation ne peut être délivrée que si la récupération des déchets radioactifs est possible sans grand effort jusqu'à ce qu'ils soient scellés. La Nagra a alors adapté sa formulation. Au lieu d'un dépôt de déchets nucléaires, on parle d'un dépôt géologique profond.

Quels sont les points faibles ?

1. Le plus grand risque : l'infiltration d'eau

L'argile à Opalinus en tant que roche tendre a tendance à être malléable. En cas d'intrusion d'eau, une soupe grasse se forme à 800 m sous terre. Comment les centaines de conteneurs de 20 tonnes vont-ils être remontés à la surface ? Les difficultés de récupération des déchets de faible et moyenne activité sont actuellement démontrées par l'exemple du dépôt expérimental allemand Asse II.

2. Que se passe-t-il si les conteneurs fuient prématurément ?

Il faudrait dégager tout le sous-sol pour éloigner la radioactivité et les substances chimiotoxiques de la biosphère. Mais : où mettre le matériau contaminé ? Vers un nouveau dépôt ? Où ? Et qui devrait vouloir cela ? Et qui va le payer ?

3. La récupération n'est pas économiquement viable !

L'expérience acquise dans le cadre de projets d'assainissement et de réapprovisionnement confirme que la réversibilité entraîne des conséquences financières massives. Un facteur de 100 et plus est courant sur une base spécifique à la propriété et ajusté en fonction de l'inflation. Qui paiera un jour de tels milliards pour nos déchets nucléaires ? Ce n'est certainement pas ce que l'on entend par récupération « sans grand effort ».

La Nagra n'a pas encore fourni de preuve pratique de la possibilité de les récupérer. Le concept manque de crédibilité et de confiance. Il y a un risque que la population et les générations futures doivent vivre avec un héritage toxique. Sans que le matériel puisse être récupéré.

L'autorisation d'exploitation de la décharge de déchets toxiques de Kölliken a été accordée parce que les meilleurs experts de la science et de la géologie ont garanti que la décharge serait sûre « pour toujours ». Le sous-sol était complètement étanche, a-t-on dit, et la pollution des eaux souterraines a été exclue. Quelques années seulement après le stockage, des substances toxiques ont pénétré dans l'eau potable. Nous connaissons la suite de l'histoire, la décharge a dû être assainie à grands frais pour un bon demi-milliard. Les meilleurs experts avaient donc tort ! Comme dans d'autres cas.

C'est précisément la raison pour laquelle la possibilité de récupérer des ressources doit être garantie, et ce, sans grand effort, comme il est écrit dans la loi. En principe, le concept actuel n'est pas conçu pour être récupéré. Les fûts contenant des déchets hautement radioactifs, qui pèsent plus de 20 tonnes, sont stockés par dizaines à une profondeur de 800 m successivement dans des tunnels de plusieurs centaines de mètres de long et de seulement 3 m de diamètre et immédiatement remplis de bentonite. Peu de temps après le stockage, il n'est pas réaliste de récupérer ces conteneurs d'une géométrie qui ressemble à un spaghetti de 1 mètre de long avec un effort raisonnable.

Avec le concept actuel de stockage des déchets nucléaires, nous ne résolvons pas le problème des générations futures – nous le créons !

La sécurité quant à la récupération n'est pas garantie. Même la terminologie modifiée de Nagra n'aide pas à cacher les lacunes.

Tous les Suisses doivent prendre leurs responsabilités ! Aucun dépôt ne peut être construit sans les gens !

Harald Jenny : La décision de localisation, avec ses énormes conséquences pour la région touchée, ne doit pas être prise sans un référendum démocratique. Les cantons et les communes d'implantation ont été privés de leur droit de veto. Cela va à l'encontre des principes démocratiques de la Suisse. Raison de plus pour qu'un projet de cette ampleur soit acquis démocratiquement non seulement par le Parlement, mais aussi par la population de toute la Suisse. S'il n'y a plus de droit de veto au niveau régional, où les personnes concernées doivent vivre avec les effets, et au niveau cantonal, l'ensemble de la population suisse est appelé à se faire sa propre opinion et à prendre ses responsabilités dans les urnes pour ou contre un dépôt dans des zones densément peuplées.

Manifestation à Bülach le 19 novembre à 17 h

Karin Joss : Les habitants de Stadel n'ont pas leur mot à dire. Il ne reste plus qu'à participer à une organisation citoyenne et à résister civilement. Nous prévoyons une manifestation pacifique le 19 novembre à Bülach. Des voix se sont déjà élevées pour que cela cesse. Mais il s'agit d'un moyen ancré et démocratique, et quiconque le remet en question remet en question l'État de droit.

Le rassemblement aura lieu à partir de 17 heures devant la Stadthalle Bülach, Allmendstrasse 8. Ensuite, à 18h30, l'assemblée plénière de la conférence régionale débutera au même endroit.

Conclusion

Harald Jenny : Il s'agit dans ce projet d'anticiper un avenir extrêmement lointain ensemble ! Il faut bien évidemment protéger au mieux ces déchets qui malheureusement existent aujourd'hui. Il s'agit par contre de les garder et de poursuivre l'effort pour les rendre inoffensifs. Enterrer et oublier en dépensant des milliards de CHF pour rien n'est pas la solution. Une telle décharge finira par fuir et représente un risque immense pour un éventuel assainissement.

LE PEUPLE SUISSE DOIT POUVOIR EXPRIMER SON OPINION SUR UN TEL PROJET PAR LES URNES. UNE DÉCISION D'UNE PORTÉE DE 1 MILLION D'ANNÉES APPARTIENT AU PEUPLE SUISSE.

Pour plus d'informations :

Harald Jenny 079 435 11 80

Martina Munz 079 744 44 10

Karin Joss 079 468 41 16

Thomas Feer 079 533 47 45